

La Présidence a jugé à ce moment-là que le gouvernement avait procédé selon les règles. Plutôt que d'étouffer le débat, une telle mesure deviendra en temps utile une mesure législative précise qui suscitera, j'en suis sûr, un long débat à la Chambre. Par conséquent, je crois que le député avait tort lorsqu'elle se plaignait de la motion des voies et moyens.

Le député nous a dit qu'elle s'était rendue dans sa circonscription cette fin de semaine pour s'entretenir avec ses électeurs. Je pense qu'il eut été préférable pour elle qu'elle se rende plus souvent dans sa circonscription en novembre et décembre 1979. Ses électeurs lui auraient alors donné des conseils sur le budget que le gouvernement conservateur présentait alors. Puisque le député s'est permis de faire plusieurs remarques sur certains de mes collègues absents aujourd'hui, je me permettrai donc de lui dire qu'il aurait peut-être mieux valu qu'elle reste dans sa circonscription à l'époque plutôt que de voyager en Europe. A mon avis, si le budget présenté par son parti était aussi exceptionnel qu'elle le dit, elle aurait été ici et aurait voté en sa faveur plutôt que d'être en rade en Europe, comme ce fut le cas à l'époque.

Des voix: Oh, oh!

M. Wilson: Le coup est vache!

M. Lalonde: Un certain nombre de Canadiens s'inquiètent du prix élevé de l'énergie, à juste titre d'ailleurs et les augmentations leur posent des problèmes. Il faut replacer la situation dans son contexte et dire aux Canadiens ce qu'il en est exactement.

Le député de Kingston et les Îles aurait pu dire quantité de choses à ses électeurs au cours de la fin de semaine, mais visiblement, elle n'en a rien fait. Si elle me le permet, je lui mentionnerai quelques faits qu'elle aurait pu leur citer. Tout d'abord, elle aurait pu leur dire qu'en dépit des récentes augmentations du pétrole, le situation est bien moins pire pour les consommateurs canadiens avec un gouvernement libéral et le programme énergétique national qu'elle ne l'aurait été si le budget conservateur avait été adopté.

Mlle MacDonald: Personne n'aurait cru à cette histoire.

M. Lalonde: Elle aurait pu le prouver avec des chiffres. Elle aurait pu notamment leur dire qu'une famille de quatre personnes aurait dépensé environ \$370 de plus en essence et en mazout depuis les élections si le budget conservateur avait été adopté.

M. Wilson: J'aimerais bien voir les chiffres.

M. Lalonde: Monsieur l'Orateur, je suis tout disposé à fournir aux députés tous les chiffres. C'est d'ailleurs très facile. La semaine dernière, nous avons fait une première série de calculs et j'ai précisé ici même qu'il en coûtait 1.9 milliard de moins aux consommateurs canadiens. D'après nos calculs, si l'on tient compte des dernières augmentations, il en a coûté 2.2 milliards de moins aux consommateurs canadiens depuis décembre 1979.

Des voix: Bravo!

L'énergie

M. Lalonde: Dans le cas d'une famille de quatre, cela représente une économie de \$370. L'honorable représentante aurait pu mentionner cela aux bons électeurs de sa circonscription.

Elle aurait pu le démontrer encore mieux en se servant des chiffres du budget conservateur, puisqu'elle a fait allusion à la taxe de 18 c. Ce budget contenait beaucoup plus que la taxe de 18 c. Je rappelle au député que le 12 décembre cette taxe de 18 c. représentait une hausse de \$6.35 le baril. Puis, le 1^{er} janvier, 1980, il y aurait eu une autre augmentation de \$1. Et une autre de \$2, le 1^{er} juillet. Et une autre encore de \$1 le 1^{er} octobre. Et enfin, le 1^{er} janvier 1981, encore une autre de \$2.25. Il faut ajouter à ces chiffres le montant de la redevance de Syncrude, le prélèvement d'indemnisation pétrolière qui aurait été de 15 c. le 1^{er} avril 1980. Aux termes du budget conservateur, cette redevance aurait été de 75 c. le 12 juin, puis en janvier et en juin de 1981, elle aurait accusé une hausse de \$2.15 le baril. L'honorable représentante aurait pu dire ceci aux électeurs de sa circonscription: «Même avec la dernière augmentation, l'essence coûte encore moins cher aux termes des dispositions prises par les libéraux qu'elle n'aurait coûté sous les conservateurs». Et de beaucoup, si l'on tient compte des restrictions imposées à la production par l'Alberta qui ont elles aussi ajouté au prix que nous devons demander au consommateur. En réalité, même à l'heure actuelle, la différence entre le prix proposé par les conservateurs et celui qui a été fixé selon notre propre programme est d'environ 2.4c. le litre. Si l'on multiplie ce chiffre par 4.5, cela nous donne une idée de ce que l'essence coûterait à l'heure actuelle si les conservateurs étaient encore au pouvoir.

• (1550)

M. Baker (Nepean-Carleton): Quiconque se respecte n'acceptera une telle déclaration.

M. Lalonde: L'essence coûte donc moins cher à l'heure actuelle qu'elle n'aurait coûté sous un régime conservateur.

L'honorable représentante aurait pu se servir non seulement des chiffres contenus dans le budget conservateur, mais aussi de certaines manchettes de journaux. Elle a d'ailleurs parlé de manchettes. Pour ma part j'irai plus loin. J'irai jusqu'aux déclarations faites par le ministre des Finances conservateur pendant la campagne électorale. L'honorable représentante avait parlé de cette question à ce moment là. Voici une déclaration faite au cours d'une interview exclusive accordée au *Montreal Gazette* le 15 janvier par le ministre des Finances, après l'augmentation budgétaire:

S'il est réélu, le gouvernement conservateur pourrait faire monter les prix du pétrole de l'Alberta encore plus qu'il ne l'avait projeté parce que les prix mondiaux augmentent plus rapidement que prévu, a déclaré le ministre des Finances, John Crosbie.

Voici sa déclaration:

«Je pense qu'après les élections, le prochain budget devra certainement tenir compte du fait que les prix de l'énergie ont augmenté encore plus vite que nous l'avions prévu quand nous avons établi notre budget en novembre et à la fin de décembre... Il faudrait certainement tenir compte de ce facteur pour déterminer s'il faut modifier les recettes et ce qui arrivera au déficit. Nous ne voulons certes pas que le déficit soit supérieur à ce que nous avions prévu.»